

COMMUNE DE KERFOT

DECISION DE REJET TACITE

Dossier : DP 022086 24 P0009 Déposé le 11/03/2024 Avis de dépôt affiché le 13/03/2024	Arrêté n°U-2024-26
<u>Adresse des travaux :</u> 26 RUE SAINT YVES 22500 KERFOT	<u>Demandeur :</u> Monsieur LE PUT Gurvan 32 RUE COMMANDANT LE CONNIAT 22500 PAIMPOL
<u>Nature des travaux :</u> Réalisation d'une extension Surélévation de l'appentis existant à l'Ouest Modification de l'aspect extérieur	<u>Demandeur(s)co-titulaire(s) :</u>
<u>Références cadastrales :</u> A1436	
<u>Affaire suivie par :</u> Service ADS de Guingamp-Paimpol Agglomération Tél : 02.96.13.13.49 ou mail : instructionads@guingamp-paimpol.bzh	

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de **D'UNE DECLARATION PREALABLE A LA REALISATION DE CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX NON SOUMIS A PERMIS DE CONSTRUIRE PORTANT SUR UNE MAISON INDIVIDUELLE ET/OU SES ANNEXES** en date du **11/03/2024**

Une lettre de demande de pièces vous a été notifiée précisant que vous disposiez d'un délai de trois mois pour compléter votre dossier.

Le délai de trois mois s'étant écoulé, à compter de la réception de cette dernière, la demande visée en référence fait donc l'objet d'une **décision tacite de rejet** conformément à l'article R 423-39 du Code de l'Urbanisme.

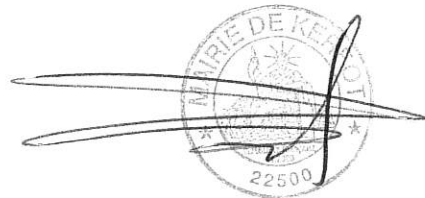
En conséquence, les travaux ne peuvent pas être réalisés. Si vous souhaitez donner suite à votre projet, il vous appartient de déposer une nouvelle demande auprès de votre commune.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Fait à KERFOT le 08/08/2024

La Maire

Caroline SAMSON-RAOUL



INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

Délai et voies de recours : Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le Tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex) d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).